Bordeaux, le 30 octobre 2026

En grève et dans les manifestations :
Jeudi 5 novembre et au-delà si nécessaire…
Le gouvernement doit répondre aux revendications !

Près d'un million de manifestant·es ont battu le pavé partout en France les 17 et 24 octobre derniers pour exprimer leur rejet de l'autoritarisme gouvernemental. La jeunesse, particulièrement mobilisée, était une nouvelle fois présente en nombre dans les cortèges, portant avec détermination ses revendications et son aspiration à davantage de justice sociale et démocratique.

Toutes et tous expriment une même chose : leur refus de la politique d'Emmanuel Macron et de ses conséquences économiques, sociales et écologiques.

Dans le même esprit, nos organisations syndicales appellent à la grève interprofessionnelle ce 5 novembre pour :

- L'ouverture immédiate de négociations dans les entreprises et les branches pour augmenter les salaires et réaliser l'égalité salariale entre les femmes et les hommes ;
- L'augmentation de la valeur du point d'indice des fonctionnaires et des mesures de revalorisation des carrières dans la fonction publique ;
- L'augmentation des pensions de retraite, de base et complémentaires, ainsi que du smic et des aides sociales (APL, allocations familiales, bourses étudiantes, RSA…)
- L'arrêt des licenciements, maintien de l'emploi et de l'investissement avec une planification environnementale et industrielle pour relocaliser et décarboner notre industrie ;
- L'augmentation des moyens de nos services publics pour préparer l'avenir, former les jeunes, soigner et accompagner nos ainés et faire face au dérèglement climatique ;
- Des moyens pour lutter contre le réchauffement climatique et adapter notre société : isoler les bâtiments, végétaliser les villes et développer les transports collectifs décarbonés, abandonner les projets d'aménagements destructeurs ;
- Le retrait du budget d'austérité Macron/Lecornu et de ses 54 milliards de coupes budgétaires
- Des mesures de justice fiscale pour taxer les patrimoines, les héritages et les dividendes, ainsi que l'évaluation, le conditionnement et le redéploiement des 211 milliards d'euros d'aides publiques ;
- La satisfaction des revendications lycéennes et étudiantes ;
- La défense des libertés publiques et de manifestations ;

En privilégiant une réponse autoritaire à la jeunesse lycéenne et étudiante et aux travailleur·euses au lieu de répondre à leurs revendications, le gouvernement fait un choix dangereux irresponsable. Plutôt que d'apporter des réponses aux aspirations légitimes à davantage de justice sociale, de démocratie et d'égalité, il entretient la tension et cherche à étouffer la contestation.

La mobilisation exemplaire de la jeunesse a ouvert une brèche. Il appartient désormais au monde du travail de s'en saisir et de lui donner toute son ampleur.

C'est par la grève et l'action collective des travailleur·euses que pourra se construire le rapport de force nécessaire pour obtenir satisfaction sur nos revendications et faire reculer les politiques de régression sociale.

Nos organisations syndicales appellent les salarié·es à se réunir dans leurs entreprises et administrations pour discuter dans l'unité de la préparation de la grève du 5 novembre 2026 et au-delà.

BORDEAUX - 12 h 30 - Place de la République.
LIBOURNE - 17h30 – Esplanade F. Mitterrand